

UNHCR
Emergency & Security Service



WRITENET Paper No. 11/2001

**RD CONGO: LA GUERRE EN QUESTION:
CE QU'EN PENSENT LES CONGOLAIS...**

Par Charles Djungu-Simba K.

Journaliste & Ecrivain congolais

Mars 2002

**WriteNet is a Network of Researchers and Writers on
Human Rights, Forced Migration, Ethnic and Political Conflict**

**WriteNet is a Subsidiary of Practical Management (UK)
E-mail: writenet@gn.apc.org**

THIS PAPER WAS PREPARED MAINLY ON THE BASIS OF PUBLICLY AVAILABLE INFORMATION, ANALYSIS AND COMMENT. ALL SOURCES ARE CITED. THE PAPER IS NOT, AND DOES NOT PURPORT TO BE, EITHER EXHAUSTIVE WITH REGARD TO CONDITIONS IN THE COUNTRY SURVEYED, OR CONCLUSIVE AS TO THE MERITS OF ANY PARTICULAR CLAIM TO REFUGEE STATUS OR ASYLUM. THE VIEWS EXPRESSED IN THE PAPER ARE THOSE OF THE AUTHOR AND ARE NOT NECESSARILY THOSE OF WRITENET OR UNHCR.

ISSN 1020-8429

TABLE DES MATIERES

1	Introduction.....	3
2	Solidarité Africaine : Un précédent fâcheux !.....	4
3	Communauté Internationale : Coupable et Complice?	6
4	Les Congolais et la guerre	7
4.1	Généralités.....	7
4.2	Population dans la zone rebelle	9
4.3	Population dans la zone gouvernementale.....	10
5	La Gestion de la guerre par le Gouvernement.....	11
6	Embargo sur la vie politique !	12
7	Une Rébellion instrumentalisée ?	12
8	Nécessité d'une Autocritique pour les Congolais.....	13
9	Conclusion.....	15
10	Bibliographie.....	17

United Nations High Commissioner for Refugees
CP 2500, CH-1211 Geneva 2, Switzerland

E-mail: HQES00@unhcr.org
Web Site: <http://www.unhcr.org>

La mentalité d'ambianceurs, de danseurs et de chanteurs qu'on colle au Congo[lais] doit être démentie car elle prépare le lit à l'affaiblissement du peuple. Le bon Congolais doit mesurer la profondeur de notre avilissement et se mettre résolument au travail. La fête ne doit pas être quotidienne. Il y a un temps pour tout, dit la Bible. L'ardeur au combat postule l'ardeur au travail. Ceux qui n'ont pas le courage de combattre (au propre et au figuré) ne sont pas intrépides au travail(Henri Mova S)¹

1 Introduction

Dans une interview publiée par l'Agence France Presse le 18 février 2002, le Président Paul Kagame du Rwanda affirmait ceci : « Il y a une sorte de fainéantise intellectuelle de la part de la communauté internationale et des Congolais. Avant de nous demander de retirer nos troupes du Congo, ils devraient revenir en arrière et voir ce qui nous a conduits là. » Il ressort de cette déclaration, par-delà son côté méprisant et provocateur, que de tous les protagonistes du conflit en cours en République Démocratique du Congo² le Rwanda serait le seul dont l'engagement militaire répondrait à une logique conséquente et nécessaire. Il suffit d'ailleurs de passer en revue les différents propos tenus à cet effet par l'homme fort de Kigali pour observer la constance avec laquelle il a toujours défendu sa propre logique.³ Celle-ci s'articule autour de deux préoccupations majeures : assurer la sécurité nationale (et non simplement frontalière !) du Rwanda, et poursuivre partout ceux qui menacent cette sécurité.⁴

Ce credo n'est pas du seul Paul Kagame. Selon Gérard Prunier, tous les Rwandais l'auraient parfaitement intériorisé :

J'ai [...] entendu des Rwandais, y compris des Hutu dire : 'C'est bien, la conquête du Congo. Le problème, c'est que Kagame nous tue. Mais s'il ne nous tuait pas, après tout, ce ne serait pas mal d'avoir le Congo. Nous, on n'a pas de terre, on n'a rien. C'est bien de prendre cela au Congo. Mais il faudrait que Kagame nous traite mieux'.⁵

Tout autre chose est la lecture discordante que les Congolais font de cette guerre qui déchire leur pays depuis maintenant six ans. Non seulement, ils n'ont pas la même perception quant à

¹ Mova, H. S., *Congo: Survie et Grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, Kinshasa : Éditions Safari, 2001

² Par l'expression « conflit en cours en République Démocratique du Congo », nous désignerons non seulement la guerre déclenchée depuis début août 1998, mais également celle qui a débuté en 1996 et qui porta au pouvoir Laurent-Désiré Kabila. Nous sommes en effet d'avis que ces deux guerres constituent, du point de vue des Congolais, deux moments ou phases d'une même crise, celle de la légitimité du pouvoir post-Mobutu en République Démocratique du Congo.

³ Encore qu'il a fallu du temps, voire des pressions extérieures, avant que Kagame ne reconnaisse officiellement la présence de ses troupes sur le territoire congolais.

⁴ Cf. Kin-Kiey, M., Le Major Kagame s'adresse aux Congolais, *Le Soft*, <http://www.lesoftonline.net> [accédé avril 2001]: « Au Congo, nous ne nous battons pas pour des questions de sécurité de nos frontières. [...] Le type de problèmes que nous avons tient à la sécurité nationale. [...] Il est lié au régime en place au Congo qui veut détruire le Rwanda en armant d'anciens soldats rwandais et des miliciens Interahamwe qui ont tué et massacré. Nous poursuivrons et combattrons partout où ces génocidaires sont ou se cachent, partout où ils nous causent des problèmes. »

⁵ Prunier, G., Les Pays 'agresseurs' et le départ des troupes 'non invitées', (Intervention au Séminaire d'analyse et de réflexion organisé par le Réseau Européen Congo, 14 septembre 2000), Bruxelles: REC, septembre 2000

ses causes, mais ils ne partagent pas davantage les mêmes recettes pour y mettre fin. « Fainéantise intellectuelle » ou absence d'une vision politique à long terme ? Quoi qu'il en soit, cette guerre profite et même occupe pas mal d'acteurs congolais (guerre d'occupation ?) au point que certains observateurs en sont arrivés à douter carrément de la capacité et de la volonté réelles des Congolais à sortir de l'imbroglio actuel. De là aussi la tentation d'esquisser des scénarios catastrophiques et fâcheux pour résoudre la crise congolaise en lieu et place des Congolais eux-mêmes.

Une des façons pratiques de savoir ce que les Congolais pensent de la guerre aurait été d'effectuer un sondage. Nous ne l'avons pas fait. De peur de solliciter la langue de bois – personne n'étant censé aimer la guerre – il nous a paru plus intéressant de scruter et de confronter entre elles les opinions les plus représentatives des Congolais.⁶ Intéressons-nous auparavant à la manière dont cette guerre est perçue à hors des frontières nationales ainsi qu'aux réactions que suscitent chez les Congolais les prises de position de la communauté étrangère dans son ensemble.

2 Solidarité Africaine : Un précédent fâcheux !

La présence sur le sol congolais d'un si grand nombre d'armées régulières des pays de l'Afrique centrale et australe ainsi que celle de toutes sortes de mouvements rebelles ont amené certains analystes à qualifier le conflit en cours en République Démocratique du Congo de « première guerre interafricaine ». Dépassant cette première lecture en termes de belligérants, d'autres analystes ont voulu voir dans ce conflit la fin d'une époque et d'une politique. Pour ceux-ci, en effet, « l'interventionnisme direct des Occidentaux est bien terminé parce que, géopolitiquement, l'Afrique ne les intéresse plus, mais aussi parce que les Africains entendent désormais régler eux-mêmes leurs propres problèmes ». ⁷ Rien n'est aussi sûr ! Certes, les projecteurs de l'actualité ne se braquent plus sur le continent africain qu'à l'occasion des catastrophes naturelles ou celles provoquées par la barbarie des hommes, mais si dans le contexte actuel de mondialisation les Africains ne pèsent pas lourds comme acteurs ou partenaires, il est faux de prétendre que les marchands occidentaux ont réellement tourné le dos à l'Afrique ! Par ailleurs, il est insensé de croire que la destruction de l'Afrique serait l'œuvre des seuls Africains. Ce qui est vrai et nouveau avec la guerre en République Démocratique du Congo c'est qu'elle a pris une ampleur inconnue jusqu'ici au point d'ébranler les réflexes des adeptes du statu quo en Afrique, comme le prouve l'attitude troublée de l'Organisation de l'Unité Africaine.⁸ Créée en 1963, l'OUA a toujours brandi le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation dans tous les conflits ayant trait à la contestation territoriale entre Etats membres. C'est au nom de ce principe sacro-saint que l'occupation par la Libye de la Bande tchadienne d'Aouzou fut officiellement condamnée par l'OUA en 1984; de même que fut rejetée par cette même OUA, toujours en 1984, la

⁶ Même s'il a de plus en plus tendance à servir de lieu de défolement passionnel, le *web* congolais constituerait aussi un espace de sens à prospecter pour une étude comme la nôtre. Il n'y a qu'à lire, par exemple, l'excellente analyse de Nyunda Ya Rubango qui relève les « paradoxes flagrants » du discours véhiculé par les Congolais de la diaspora sur l'Internet : « discours polémique, vulgaire et obscène qui alterne avec des analyses profondes et pertinentes ». Nyunda Y.R., *Les pratiques discursives du Congo-Belge au Congo-Kinshasa. Une interprétation socio-linguistique*, Paris : L'Harmattan, 2001, p. 317

⁷ Havenne, E., « La deuxième guerre d'Afrique centrale » in Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris : L'Harmattan, 2001, pp. 143-74

⁸ Rebaptisée « Union Africaine » depuis le dernier sommet de l'Organisation tenu à Lusaka au mois de juillet 2001 et où ont été adoptés les nouveaux statuts *ad hoc*.

revendication marocaine sur le Sahara Occidental. Dans le cas de la RDCongo, l'OUA s'est jusqu'ici abstenue de condamner l'invasion et l'occupation d'une importante partie du territoire d'un pays membre par d'autres pays membres. Pourquoi ce silence des Africains? Certainement pour les mêmes raisons que le reste de la Communauté internationale acquise aux arguments de sécurité intérieure avancés par les pays dont les armées sont intervenues sur le sol congolais. Le fait que parmi ces pays, les uns aient été désignés « agresseurs » et les autres « invités » n'a pu guère amener l'OUA à se départir de ses réserves. Et on peut les comprendre. En effet, si les intérêts de sécurité nationale de Luanda en RDCongo (isoler les bases arrières de l'UNITA et des séparatistes du Front de Libération de Cabinda, FLEC) paraissent tout autant valables que ceux clamés par Kigali, Kampala ou Bujumbura (détruire les sanctuaires des « forces négatives » qui cherchent à déstabiliser leurs régimes respectifs), l'argumentaire officiel avancé, par contre, par la Namibie et le Zimbabwe pour justifier leur présence militaire en RDC (le pacte commun de sécurité des membres de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, SADC) a pu sans doute paraître spécieux.⁹ Et ce, non seulement à cause des activités mercantiles couvertes par le déploiement de leurs troupes (tout comme celui des autres pays belligérants) ainsi que l'ont si bien montré les deux rapports de Nations Unies sur le pillage des ressources de la RDC,¹⁰ mais surtout parce que, contrairement à ce que l'ECOMOG a fait en Sierra-Leone avec l'envoi d'un corps expéditionnaire nigérian, la présence des troupes namibiennes et zimbabwéennes n'a jamais reçu l'aval de la SADC. C'est au niveau des relations ou des intérêts entre les dirigeants congolais et leurs homologues zimbabwéens ou namibiens qu'il faudrait plutôt chercher les vraies motivations de l'intervention de ces deux pays en RDC.¹¹ Voilà pourquoi rien ne semble, par exemple, garantir le maintien des soldats zimbabwéens au Congo alors que la situation politique au Zimbabwe connaît une grande instabilité politique. A souligner enfin qu'avec la guerre en cours au Congo, le projet, maintes fois caressé, de voir un jour le continent africain unifié à partir des regroupements régionaux ou sous-régionaux, devra être momentanément mis aux oubliettes. C'est d'autant plus regrettable que le Congo, à en croire l'historien congolais, Isidore Ndaywel, a de tout temps constitué, aux yeux des panafricanistes, l'un des maillons sûrs pour réaliser cette ambition :

Le Congo semble avoir depuis longtemps la vocation d'unifier l'Afrique centrale, sinon toute l'Afrique Noire ; déjà sa colonisation n'a pu se réaliser curieusement qu'avec le concours des auxiliaires d'origines diverses : Zanzibarites, Ouest-Africains, Angolais, Congolais de Brazzaville. De nos jours, il continue à s'illustrer comme la terre de prédilection des réfugiés de la région pendant que les différentes Constitutions qui le régissent depuis la décolonisation lui reconnaissent le droit d'aliéner une partie de sa souveraineté, à la condition que cela se fasse au bénéfice de l'unité africaine.¹²

⁹ Windhoek a annoncé depuis le rapatriement de ses troupes, tandis que Harare vient de décider de retirer trois (3) de ses bataillons déployés en RDC.

¹⁰ Nations Unies, Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo (S/2002/357), avril 2001 ; et l'Additif à ce rapport (S/2001/1072), novembre 2001

¹¹ Tout comme l'on a tenté de justifier naguère l'envoi des soldats tchadiens en RDC par un cadeau généreux de Laurent-Désiré Kabila à Idriss Déby, certains évoquent aujourd'hui comme véritable motivation de l'intervention zimbabwéenne la récupération d'une aide financière et militaire de Mugabe à Kabila avant l'éviction de Mobutu. Cf. Zimbabwe's Military Connections in the DRC, *Zim Today*, 2000, <http://www.zimtoday.com/issues/corruption22.html> [accédé avril 2002]

¹² Ndaywel, I., Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique, Paris ; Bruxelles : Duculot, 1997

On voit très mal comment les Congolais, s'ils sortent de l'épreuve actuelle, pourraient se laisser à nouveau charmer par les chants des sirènes du Panafricanisme...

3 Communauté Internationale : Coupable et Complice?

La communauté internationale est vue comme un truc totalement incohérent qui veut simplement qu'on lui mente d'une manière crédible. Ensuite, on fait ce qu'on veut. (Gérard Prunier¹³)

Si l'on admet un instant que la communauté internationale fait preuve de bonne volonté pour aider le Congo à sortir de la guerre, il est cependant décevant de constater que les voies et moyens utilisés sont loin d'être adéquats pour atteindre cet objectif. Il serait plus que temps de faire la part des choses entre les intérêts du peuple congolais et ceux des cinq pays impliqués dans le conflit, car il y va de la crédibilité de l'engagement de cette même communauté internationale auprès des Congolais. (Pierre Bigras¹⁴)

La communauté internationale n'a guère de consistance. Des gens parlent en son nom, ou au nom de ses membres prépondérants. Ils tiennent des discours contradictoires et participent à la confusion générale prévalant dans la région. Avec bonne volonté, de trop nombreux médiateurs contribuent à la confusion. De plus, les changements politiques au Zaïre donnent lieu à des transgressions éhontées de la plupart des règles habituellement défendues par les instances de l'OUA et des Nations Unies (Marysse, S. et Reyntjens, F.¹⁵)

Lés éditoriaux et autres articles des tabloïdes congolais paraissant à Kinshasa (*L'Avenir, Le Palmares, Le Potentiel, La Référence Plus*, etc.) relayent régulièrement les sentiments partagés par une bonne majorité de Congolais qui sont convaincus que leur pays est victime d'une double injustice de la part de la « Communauté internationale ». D'une part, ils accusent les pays occidentaux, les Etats-Unis en tête, d'armer les « petits pays pauvres » que sont le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, pour que ceux-ci puissent agresseur, occuper et piller le Congo. D'autre part, les Congolais ne comprennent pas pourquoi les sanctions qui frappent le gouvernement de Kinshasa et les mesures qu'on lui impose pour sortir de la crise ne sont ni exigées ni appliquées aux autres pays belligérants. C'est cette attitude paradoxale que Catherine André et Laurent Luzolele fustigent lorsqu'ils observent que « dans le cas du Congo, la présence des armées étrangères est expliquée par leur soutien aux mouvements rebelles en faveur d'un dialogue intercongolais et d'une participation au pouvoir [, alors que] la guerre qui y est menée est la cause de l'insécurité qui y règne, des déplacements de population, et des deux millions et demi de morts depuis 1996. »¹⁶ Pour les Congolais, la Communauté internationale, ce sont d'abord les pays européens membres de l'Union Européenne (UE). Le problème, c'est que celle-ci n'a jamais eu à condamner officiellement ni l'agression ni l'occupation du territoire congolais par les armées du Rwanda et de

¹³ Prunier

¹⁴ Bigras, P., Le Désengagement militaire: un marché de dupes, *L'Observatoire de l'Afrique centrale*, vol. 4, n° 12, 29 mars 2001

¹⁵ Marysse et Reyntjens, p.128

¹⁶ André, C. et Luzolele, L., "Politique d l'Union européenne et effets pervers pour le conflit dans les Grands Lacs", in Marysse et Reyntjens, pp. 365-96

l'Ouganda. Au contraire, elle a adhéré, depuis le début de la seconde guerre (2 août 1998), aux thèses sécuritaires des pays agresseurs. Il a fallu attendre l'adoption le 16 juin 2000 de la résolution 1304 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, à la suite des affrontements meurtriers entre troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani, pour entendre les Européens hausser le ton, en exigeant le retrait de ces troupes. Sans plus ! Car l'Union Européenne, grâce à sa politique de coopération, aurait pu faire mieux en forçant les pays agresseurs à quitter réellement le territoire congolais. Et c'est à ce niveau que se situe le deuxième volet des incriminations congolaises, à savoir la politique de coopération de l'UE avec la fameuse clause de « conditionnalité sélective ». Celle-ci est positive pour des pays comme le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola, qui bénéficient de programmes structurels bien qu'étant en situation de guerre et de processus démocratique bloqué comme c'est le cas pour la République Démocratique du Congo. L'autre sujet de controverse, c'est l'interprétation que les Congolais à quelque bord qu'ils appartiennent donnent aux entendus de l'Accord de Lusaka, accord imposé par les Nations Unies et avalisé par l'OUA et la SADC. Cet accord prévoit le désarmement des forces dites négatives et la tenue d'un dialogue entre Congolais comme préalables du retour à la paix en République Démocratique du Congo. Les différentes analyses qui sont proposées dans les journaux et dans les groupes de discussions sur le *Net*¹⁷ congolais tournent autour de cette connexion entre la fin de la guerre (dont les enjeux sont multiples et différents selon les belligérants), et les préalables dont la réalisation constitue un véritable casse-tête. La contribution la plus intéressante et à la fois la plus positive sur ce sujet houleux nous paraît être, à notre avis, les propositions faites tout récemment par la plate-forme politique Forces du Renouveau pour la République (FRR).¹⁸ Voici l'essentiel de leur *aggiornamento* de l'Accord de Lusaka :

- La fin de la guerre et un cessez-le-feu conséquent
- Le départ des troupes étrangères et la sécurité aux frontières avec les pays voisins
- Un vrai dialogue entre Congolais : ce forum apparaît comme une nécessité, à la fois pour vider les arrières inhibiteurs au regard de la réconciliation nationale, régler les questions essentielles telles que la nationalité, préparer le projet institutionnel de la Troisième République et apprêter des élections générales ;
- La mise à profit de l'ONU, déjà présente par la MONUC en RDC : en lui donnant un sens plus conforme à sa mission, surtout de prévention des conflits et de maintien de la paix ; et en lui confiant un rôle plus efficace face aux enjeux congolais de stabilisation politique, économique et sociale pendant la période de Transition.

4 Les Congolais et la guerre

4.1 Généralités

Ce qui est arrivé en République Démocratique du Congo constitue, en fait, l'aboutissement d'un long processus de « détatisation » ou de mise à mort des structures de l'Etat par ceux-là mêmes qui étaient censés veiller à leur bon fonctionnement. Pour tout dire, une guerre endémique et sans nom sévit depuis longtemps dans ce pays ; elle a opéré une fracture béante

¹⁷ La liste est de plus en plus longue: <http://www.congopresse.com> ; <http://www.grouperavenir.com> ; <http://www.congonline.com> ; <http://www.mediascongolais.com> ; <http://www.congo2000.com> ; <http://www.congodaily.com> ; <http://www.congovision.com> , etc.

¹⁸ Cf. Forces du Renouveau pour la République, Vers une coadministration internationale et locale (C.A.I.L.) Pour la période e transition ? Sauver l'essentiel de « Lusaka » dans un schéma congolais, *Arguments*, n° 11, http://www.freres.org/dernier_numero.htm [accès avril 2002]

entre, d'un côté, une oligarchie de gouvernants opportunistes et prédateurs à souhait, et, de l'autre, des gouvernés paupérisés, des laissés-pour-compte. Les administrations qui prétendent gouverner aujourd'hui le pays, qu'elles relèvent du pouvoir de Kinshasa ou celui des mouvements rebelles, ont perpétué cet état de non-Etat. A titre d'exemple, le pillage des ressources nationales, dont on parle tant ces derniers jours, est une vieille pratique : tous les détenteurs du pouvoir, depuis l'Etat colonial jusqu'à nos jours, n'ont fait qu'exploiter et détourner à leurs seuls profits les immenses richesses du Congo.¹⁹ Le pillage n'est pas seulement illégal,

il s'agit en fait de la poursuite sinon de l'accélération du processus de consolidation de certaines élites au sein d'une bourgeoisie africaine embryonnaire de type spécifique. Ni bourgeoisie compradore, ni bourgeoisie capitaliste industrielle ou financière classique [...] [mais] une bourgeoisie militaro-politique prédatrice qui se conforme, en l'élargissant, au modèle des présidents rapaces dont Mobutu Sese Seko fut l'archétype.²⁰

Outre qu'elle a permis à de nouveaux prédateurs de se manifester avec de nouveaux débouchés et filières pour écouler leur butin (dont le fameux Coltan), la guerre actuelle n'aura donc fait qu'aggraver le délabrement socioculturel du pays et précipiter sa descente aux enfers. C'est pourquoi, pour beaucoup de personnes, y compris des Congolais, si les pourparlers qui se tiennent depuis le 25 février 2002 à Sun City, en Afrique du Sud, devaient échouer, il ne resterait plus comme solution à la crise congolaise que d'imposer, à nouveau, à l'ensemble du pays la tutelle des Nations unies.²¹ A l'appui de ce scénario *remake*, la résurgence aujourd'hui des mêmes causes qui en 1960 justifiaient la mise en place d'une administration internationale : faillite de l'Etat, effondrement de toutes les structures administratives, politiques et militaires du pays. Pour les tenants de cette solution,

la crise actuelle est un mal qu'il n'est plus permis de soigner à la pommade, ni de camoufler par des cosmétiques. Il importe plus que jamais de l'éradiquer par une chirurgie au laser, quoiqu'en coûtent l'amour-propre des uns et des autres, les égoïsmes ambiants, la course effrénée à des positionnements individuels et le calcul sournois de bien des agendas particuliers et obscurs.²²

Ce scénario, s'il devait se réaliser, constituerait malgré tout la preuve par excellence de l'immaturité politique des Congolais et conforterait la thèse de ceux qui prônent le démembrement du Congo. Et quand bien même l'on ferait appel à l'administration onusienne, le jour où celle-ci devra se retirer «les mêmes questions reviendront sur le tapis, si on n'a pas instauré cet ordre politique garantissant au peuple congolais le choix libre et périodique de ses gouvernants».²³ Ce fut déjà le cas en juin 1964: la fin de la tutelle des Nations Unies fut suivie d'un embrasement général du pays en proie à toutes sortes

¹⁹ Cette thèse a été développée notamment par Colette Braeckman dans son ouvrage, *L'Enjeu congolais, l'Afrique Centrale après Mobutu*, Paris : Fayard, 1999

²⁰ Bigras, P., Pillage des ressources minières en RDC, *L'Observatoire de l'Afrique centrale*, Vol. 4, n° 8, 24 février 2001

²¹ La première opération onusienne au Congo dura de septembre 1960 à juin 1964, soit quatre ans.

²² Forces du Renouveau pour la République

²³ Nguya-Ndila, C., Nécessité de solutions négociées à la crise congolaise, *Forum des Congolais*, 2002, <http://www.congovision.com/forum2/ngud.html> [accédé février 2002]

d'insurrections. Mais pour un pays qui a déjà été le théâtre de plusieurs affrontements armés et qui en est sorti plus ou moins indemne,²⁴ qu'est-ce qui particularise tant le conflit actuel au point que celui-ci semble à même de compromettre irrémédiablement l'avenir du pays?

Avant qu'il ne soit compris et vécu comme une « guerre congolaise » le conflit en cours en République Démocratique du Congo a d'abord été perçu, à ses débuts au moins, comme une « guerre des gens de l'Est ».²⁵ C'est ainsi que la population de Kinshasa a longtemps boudé Laurent-Désiré Kabila arrivé au pouvoir grâce aux Rwandais et qui a imposé la suprématie du swahili, langue parlée dans l'Est du pays, comme langue du pouvoir dans une capitale où l'on parle plutôt le lingala. C'est lorsque Kabila décide de renvoyer chez eux ses anciens alliés qu'il devient réellement populaire. Une chanson produite en septembre 1998, soit un mois après le début de la seconde guerre, par un groupe de musiciens congolais, ira jusqu'à affirmer : « La guerre nous a détournés de la reconstruction, nous devons nous mobiliser pour Kabila le libérateur » !²⁶ Ce gain de popularité pour Kabila a malheureusement coïncidé avec la phase la plus critique de la dévolution politique provoquée en République Démocratique du Congo par l'éviction du pouvoir de Mobutu, à savoir la partition de fait du pays entre, d'une part, les groupes rebelles (Mouvement pour la Libération du Congo - MLC, Rassemblement Congolais pour la Démocratie - RDC, Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération RDC-ML) parrainés par l'Ouganda et le Rwanda, et, d'autre part, le gouvernement de Kinshasa soutenu par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe (si l'on s'en tient à la configuration actuelle des alliances).

4.2 Population dans la zone rebelle

La population congolaise dans les territoires administrés par les rebelles rejette l'autorité de ceux-ci et se considère plutôt comme victime de l'occupation, rwandaise ou ougandaise selon le cas. Tirant les leçons du martyre que la population congolaise endure du fait justement de cette occupation, le président du « Groupe Justice et Libération », une organisation non-gouvernementale de défense des droits de l'homme ayant pignon sur rue à Kisangani, fait le constat suivant :

Jamais une rébellion n'a été aussi impopulaire que celle menée actuellement au Congo et particulièrement à Kisangani. Si l'avènement de l'AFDL a connu un engouement populaire notamment dans les séminaires idéologiques, le RCD ne voit pas du monde se bousculer devant ses portes. Tout au plus quelques opportunistes se font prier pour grossir les rangs des militants. Conscients de leur impopularité, les rebelles n'ont d'autre choix, pour donner le change, que d'organiser des meetings politiques sur les lieux publics de grande affluence comme le marché, le stade ou de contraindre les commerçants et autres chefs des quartiers à assister à ces rencontres.²⁷

²⁴ Du point de vue de l'intégrité territoriale, cela s'entend.

²⁵ Cf. Djungu-Simba, C., *En attendant Kabila. Kinshasa: fin de règne*, Bruxelles: EPO, 1997

²⁶ Précisons tout de même que l'édition de cette chanson, intitulée *Tokufa po na ekolo* (Mourons pour la patrie), a été financée par le gouvernement congolais.

²⁷ Zoka, F., Kisangani : Les leçons d'un martyre, in Djungu-Simba, C. et Kalimbiriro, L (éds.), *L'Afrique des Grands Lacs et des Guerres Gigognes. Vers de nouvelles perspectives de paix ?* Kinshasa: Editions du Trottoir, 2002 (sous presse).

Contre cette guerre d'occupation caractérisée par des velléités expansionnistes, la répression systématique et l'exploitation sauvage des ressources du pays, la population développe une contre-résistance dont les effets seraient, à en croire Lubala Mugisho, fort mitigés. « Devant la nécessité de la survie, écrit-il, la population est aujourd'hui partagée entre ceux qui sont impliqués dans la recherche des intérêts matériels et immédiats (et qui cèdent facilement à la récupération économique), d'une part, et, d'autre part, ceux qui luttent encore pour des valeurs dont les résultats ne sont pas matériels et immédiats ».²⁸ Autant la population congolaise dans les territoires occupés rejette l'autorité des rebelles, autant elle ne cesse de professer son allégeance au pouvoir légal de Kinshasa. C'est le constat qu'a fait la journaliste belge Colette Braeckman, très versée dans les réalités congolaises, de retour d'un reportage sur la récente éruption volcanique qui a endeuillé en janvier 2002 la ville de Goma, capitale des rebelles du RCD :

Même si le Mouvement [rebelle] a tenté de faire face à la catastrophe, la population ne lui a su aucun gré de ses efforts, multipliant les critiques, allant jusqu'à lui imputer la responsabilité de l'éruption elle-même. Dans un tel contexte, les autorités de Kinshasa sont idéalisées et sans tenir compte des réalités en zone gouvernementale, les habitants de Goma assurent : 'Si des ministres [de Kinshasa] venaient ici, nos femmes jetteraient des pagnes devant eux pour les saluer '...'²⁹

4.3 Population dans la zone gouvernementale

Dans les zones tenues par le gouvernement congolais, les dures réalités d'une guerre récurrente et à l'issue incertaine ont vite fait d'éteindre l'enthousiasme populaire que le pouvoir de Kinshasa avait pu capitaliser en sa faveur. Face à la tournure négative que n'ont pas cessé de prendre les affrontements avec la perte de plusieurs positions tenues par les forces gouvernementales, des inquiétudes sont immanquablement apparues:

Certains se posent la question pourquoi à Kigali [...] il existe toujours une ambassade du Congo alors que les deux pays sont en guerre. Normalement, ne devrait-on pas s'attendre à ce que les relations diplomatiques soient rompues ? D'autres se posent la question pourquoi les troupes congolaises attaquent rarement les troupes rwandaises pour essayer de récupérer par exemple la ville de Bukavu ou de Goma ?³⁰

Au fil des jours, cependant, et à mesure que la guerre s'enlise, les gens ne se contentent plus de poser des questions, ils y répondent, en épinglant les faiblesses du pouvoir en place, l'incohérence de sa politique et les contradictions dans l'agir de ses animateurs. Bien de reproches adressés naguère au régime dictatorial de Mobutu sont à présent reformulés à l'endroit du pouvoir kabiliste, même si tout le monde s'accorde à privilégier présentement le combat contre les agresseurs. « Après les Rwandais et les Ougandais, nous nous occuperons des Katangais! », entend-on murmurer dans les rues de Kinshasa. Une manière de dénoncer la dérive tribaliste du pouvoir. Le seul avantage que celui-ci conserve encore, c'est le fait

²⁸ Lubala, M., *La Contre-Résistance dans la Zone d'occupation rwandaise au Kivu (1996-2001)*, in Marysse et Reyntjens, pp. 251-72

²⁹ Braeckman, C., *Congo : le Kivu regarde à nouveau vers Kinshasa*, *Le Soir* [Bruxelles], 25 janvier 2002

³⁰ Bonte, L. *et al*, *Les dessous de table de guerre*, *Karibu* [Bruxelles], n° 99, septembre 2000, pp. 4 - 8

d'occuper seul l'espace politique, l'opposition politique dite non armée ayant cessé, depuis la disparition de Mobutu, de représenter une alternative crédible.

5 La Gestion de la guerre par le Gouvernement

L'espace politique est occupé à Kinshasa par un pouvoir qui a démontré son incapacité à mobiliser des ressources humaines et matérielles considérables que le grand Congo possède pour mener et gagner une guerre qui dure déjà plus de trois ans. Paradoxalement, au lieu de lancer des campagnes de recrutement de nouveaux combattants comme cela se fait dans tout pays en guerre, le gouvernement [des] CPP est en train de démobiliser des soldats parmi les troupes aguerries au moment où nos agresseurs, eux, continuent à mobiliser, à renforcer leurs positions et à conquérir d'autres dans notre pays. Pourquoi ne penserait-on pas à une connivence au sommet entre Kinshasa, Kigali et Kampala? Pourquoi ne le penserait-on pas lorsqu'on a à l'esprit le nombre de rencontres au sommet, des rencontres caractérisées par la chaleur des retrouvailles des Présidents et un silence intrigant sur leurs échanges secrets. Où a-t-on déjà vu des Présidents des pays en guerre se rencontrer gaiement, et à plusieurs reprises, sans que leurs sommets ne soient sanctionnés ni par une conférence de presse ni par un communiqué de presse conjoint? N'a-t-on pas de compte à rendre à la population? ³¹

Ce réquisitoire très sévère que dresse Kadari Mwene-Kabyana, politologue congolais établi au Canada, contre ce qu'il appelle le gouvernement des CPP,³² reprend assez fidèlement les principaux griefs que l'on entend généralement sur la manière dont ont eu à gérer la guerre Laurent-Désiré Kabila et son fils, Joseph Kabila. Celle-ci aura été à la fois une aubaine et une mauvaise affaire pour le gouvernement de Kinshasa. Pour Laurent-Désiré Kabila, d'abord : si elle l'a rapproché de la population congolaise, cette guerre, outre le fait qu'elle lui aura été finalement fatale, a surtout permis de montrer ses limites. L'universitaire congolais, Jean Omasombo, a bien analysé la mise à nu du « roi » Kabila:

Cet événement, écrit-il, a [eu] l'avantage d'extérioriser une crise qui couvait depuis l'installation du nouveau pouvoir en mai 1997 et donc d'influencer l'évolution politique du Congo. Son poids [s'est mesuré] surtout par rapport au principal acteur, Laurent-Désiré Kabila, dont cette nouvelle rébellion cherch[ait] à partager ou à ravir le pouvoir comme l'AFDL l'a fait à Mobutu. Kabila a perdu la gestion de l'ensemble des provinces du Congo certes, mais il ne devrait peut-être pas réellement trop regretter cette guerre qui ne lui [a pas rapporté] que des méfaits. Il a vu par exemple sa côte de popularité augmenter, cela n'[était] pas lié à la maîtrise de la gestion quotidienne ni à la cohérence d'une action politique engagée.³³

³¹ Mwene-Kabyana, K., Lettre ouverte à l'honorable Etienne Tshisekedi, président national de l'UDPS, Montréal, 14 janvier 2002 (document inédit)

³² Allusion aux Comités des Pouvoirs Populaires, structure de relais de pouvoir au sein de la population que Laurent-Désiré Kabila a imaginée et qui fait office de parti-Etat.

³³ Omasombo, J. L'Evolution politique récente dans les Provinces contrôlées par le Gouvernement central., (Intervention au Séminaire d'analyse et de réflexion organisé par le Réseau Européen Congo, 14 septembre 2000), Bruxelles: REC, septembre 2000

Quant à Joseph Kabila, le fait de se démarquer de la politique menée par son père en acceptant de s'impliquer positivement dans le processus de paix, selon le schéma de l'Accord de Lusaka, lui a valu un capital de confiance et de sympathie auprès de nombreux Congolais et auprès de la communauté internationale.³⁴ Néanmoins, il a beau multiplier des signes d'ouverture politique, prendre des décisions courageuses pour mieux gérer les affaires du pays, il traîne à son pied le boulet de la guerre. Une guerre qu'il n'a pas, pas plus que son père avant lui, les moyens d'arrêter ni de gagner. D'où pour certains analystes le refus de distinguer la politique du fils de celle menée par son défunt père.³⁵

6 Embargo sur la vie politique !

Les partis politiques ont vu leur rôle sensiblement diminuer avec l'éclatement successif de deux guerres: celle de 1996 sous Mobutu et celle de 1998 sous Laurent-Désiré Kabila et son fils Joseph. Nés à la faveur de l'ouverture politique difficilement consentie par la dictature autour des années 1990, ces partis ont rapidement proliféré, certains (les partis dits alimentaires) ayant même été créés de toutes pièces par Mobutu dans le but de parasiter le processus démocratique. La gestion de la guerre, devenue le seul enjeu politique pour tous les Congolais, a renvoyé aux calendes grecques tous les autres agendas dont celui du débat politique national. Pour pouvoir se faire entendre, les leaders politiques n'ont plus d'autre choix que de se positionner face aux belligérants, au risque de s'aliéner une bonne partie de leur clientèle traditionnelle. C'est ce qui est arrivé avec le principal parti politique de l'opposition, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi. Dans un premier temps, ce parti a prétendu garder la neutralité face, selon lui, à la lutte de pouvoir entre deux factions de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL), la coalition politique qui a porté Laurent-Désiré Kabila au pouvoir en mai 1997. Par la suite, la direction du parti a affirmé mener le même combat que les mouvements rebelles pour l'instauration de la démocratie au Congo. C'est pourquoi l'UDPS s'est déclarée pour le maintien des troupes d'agression sur le territoire congolais, seul moyen pour faire pression sur le pouvoir de Kinshasa. C'est aussi la raison qui justifie le silence de la direction de ce parti devant les exactions et les massacres de la population civile perpétrés par les rebelles et les troupes d'occupation. Il s'est ainsi créé une fracture entre les militants de l'UDPS résidant dans les territoires occupés et la hiérarchie établie à Kinshasa. Conséquence: de nombreux adhérents de l'UDPS y compris de hauts cadres, ressortissants des provinces occupées ou qui y résident tout simplement, ont remis leur démission.

7 Une Rébellion instrumentalisée ?

La faute est à Kabila, pourrait-on dire! Le premier, en effet, il a ouvert la boîte de Pandore et confronté dans leur cynisme tous ceux qui, désormais, n'aspirent au pouvoir que par la voie des armes. Même un Jean-Pierre Bemba, le leader du MLC, couvé et élevé dans l'entourage corrompu de Mobutu, a dû attendre la disparition de celui-ci pour apprendre, comme par

³⁴ C'est ce que confirme une enquête d'opinion réalisée du 27 au 29 avril 2001 auprès d'un échantillon représentatif de 1.000 personnes à Kinshasa par l'institut indépendant de sondage BERCI (Le Bureau d'Etudes, de Recherche et de Consulting International): 79% de sondés (contre 10%) ont plutôt une bonne opinion du Président ; 67% (contre 15%) pensent qu'il est un homme de parole ; 51% seraient prêts à voter pour lui s'il était candidat à l'élection présidentielle (contre 14% pour Tshisekedi) ; et 65% (contre 18%) ont confiance dans l'actuel Gouvernement pour assurer le redressement du pays.

³⁵ Kiesel, V., Joseph Kabila, un an après : de réels progrès, mais peut mieux faire, *Le Soir* [Bruxelles], 17 janvier 2002. Selon elle, « les droits de l'homme ne sont guère plus respectés qu'auparavant »

enchantement, à combattre les méfaits de la dictature (celle de Kabila!). En fait, les auteurs de l'insurrection déclenchée le 2 août 1998 à Goma, escomptaient un succès rapide, la chute fulgurante de Kinshasa à la manière de l'expédition de Kabila de 1996. Depuis, l'insurrection s'est exténuée et déchirée en plusieurs mouvements rebelles rivaux, tous parrainés ou plutôt instrumentalisés par Kigali (RCD-Goma, MLC) ou Kampala (RCD-ML). L'instrumentalisation de la rébellion, ce sont les anciens responsables rebelles qui en parlent le mieux.³⁶ Arthur Zaïdi-Ngoma, Etienne Ngangura, Alexis Thambwe-Mwamba ou Lambert Mende n'ont découvert les « véritables objectifs des dirigeants politiques et militaires du Rwanda »³⁷ qu'une fois hors des rangs rebelles! A les entendre, l'insurrection ne poursuivait qu'un seul et noble objectif: servir de « rampe pour la correction des errements de la gouvernance du régime AFDL ». Lambert Mende pousse plus loin la confiance en révélant qu'« au fond d'eux-mêmes, les Rwandais [considèrent] le RCD-Goma plus comme une structure-alibi pour couvrir leurs rapines au Congo que comme un allié au vrai sens du terme ».³⁸ De telles confessions tardives ont de quoi étonner dans la mesure où elles ne sont pas débitées par des illuminées mais par des personnalités bardées de diplômes universitaires et traînant derrière elles une expérience politique éprouvée. Misent-elles sur la naïveté de leurs concitoyens pour se dédouaner et maquiller ainsi leur forfaiture? Le comportement des acteurs politiques congolais, il est vrai, a toujours été un sujet de raillerie tellement il dérouté par son irrationalité. Le conflit en cours en RDCongo en fournit chaque jour de nombreuses illustrations.

8 Nécessité d'une Autocritique pour les Congolais

La situation socio-politique actuelle en RD Congo ressemble à maints égards à celle que ce pays a connue aux premières heures de son indépendance. Déjà à cette époque, la classe politique congolaise offrait le visage d'une faune bien extravagante. Benoît Verhaegen, universitaire belge et éminent spécialiste de l'histoire politique du Congo, en a brossé un tableau saisissant de vérité :

La première chose qui frappe l'observateur sont le formalisme et la facticité du jeu sur la scène des institutions politiques officielles: au Parlement national, dans les assemblées provinciales, on parle, on vote, on légifère mais les enjeux sont futiles. Une seule chose importe pour chacun: concentrer les instruments du pouvoir dans les mains de son groupe et se répartir les avantages découlant d'une position de force en excluant les fractions minoritaires. Peu de contrepoids légaux à cette tendance générale à la monopolisation du pouvoir, si ce n'est la révolte et le chaos. Mais après des conflits parfois violents et des affrontements brutaux, les adversaires se réconcilient facilement, la population ne boude pas les ennemis jurés d'hier. Les renversements d'alliance et de popularité les plus spectaculaires furent ceux qui firent haïr Tshombe à partir

³⁶ Pour les parrains rwandais et ougandais, les rebelles congolais ne sont, évidemment, que des alliés, même si quelque propos laisse parfois sous-entendre autre chose comme dans cette interview de Kagame : « Le Rwanda ne s'est pas rendu au Congo parce qu'il y avait là une rébellion. Il ne s'est pas rendu là-bas *parce qu'il allait y créer une rébellion*. Le Rwanda s'est rendu au Congo en vue de s'occuper des milices Interahamwe etc. » *Le Soft, loc.cit.* (C'est nous qui soulignons)

³⁷ Interview de Lambert Mende Omalanga à Congovision, <http://www.congovision.com/interviews/mende.html> [accédé mars 2002]

³⁸ *Ibid.*

de 1960, le ramenèrent au pouvoir en 1964 et l'en firent finalement exclure en 1965.³⁹

On se croirait en 2002, en même temps qu'on désespère à l'idée que la crise actuelle ne se dénouera peut-être pas aussi facilement! C'est que, contrairement aux affrontements advenus jusqu'ici,⁴⁰ ceux d'aujourd'hui ont duré trop longtemps et se sont complexifiés avec l'implication des acteurs non congolais et des enjeux qui dépassent les seuls intérêts nationaux. Au fond, les Congolais ont été habitués à des insurrections brèves et plutôt sans grand danger véritable pour le pouvoir de Kinshasa. Comme le fait si justement remarquer, un autre expert de la politique congolaise, le Belge J. Vanderlinden:

Jamais les rébellions ou les attaques qu'a connues la Seconde République n'ont réussi à être le détonateur d'un mouvement plus vaste susceptible de mettre en péril le pouvoir. Le seul moment où celui-ci aurait pu avoir des craintes se situa peut-être lors de la première guerre du Shaba, mais les adversaires ne surent certainement pas exploiter la chance qui s'offrit à eux à ce moment.⁴¹

L'autre comportement irrationnel des acteurs politiques congolais, qu'ils partagent d'ailleurs avec le commun de leurs compatriotes, est ce nationalisme viscéral qui ne repose apparemment sur rien de consistant, puisque, comme on vient de le voir, les tendances centripètes (tribalisme, clanisme, exclusion) sont tenaces au sein de la jeune nation encore en gestation. Ceux qui ont prêché la partition du Congo comme solution à la crise actuelle ont été fort surpris par l'intransigeance unanime des Congolais à évoluer dans un seul Etat, celle-là même qu'ils ont hérité des colonisateurs belges! Qu'est-ce qui justifierait une telle obsession unitaire? Cet « impératif de l'unité », pour reprendre l'expression utilisée par Isidore Ndaywel, aurait, chez le Congolais, des soubassements à la fois historiques, psychologiques et politiques:

L'âge postcolonial, en trente ans, accumula de nombreuses péripéties faites de révoltes, de sécessions, d'ingérence étrangère, de guerres, de complots et de répressions brutales. Pourtant, au-delà de ces malheurs, son itinéraire, vu de l'intérieur, fut marqué en permanence par quelques préoccupations majeures, entre autres la volonté de rester uni envers et contre tout, le souci d'accéder à une véritable indépendance et enfin, l'exigence de se développer suivant ses « voies » propres. L'impératif de l'unité fut au programme dès l'aube de l'indépendance; il fut réaffirmé au beau milieu de la crise de la décolonisation, par la volonté commune de mettre un terme à l'imbroglio né de la crise constitutionnelle de septembre 60; ensuite, il fut porté par les combats des nationalistes et servit de leitmotiv aux actions de la période mobutienne. L'unité, cet héritage légué par l'Etat léopoldien, était à ce point

³⁹ Verhaegen, B., La Politique : La Première République (1960-1965) in Vanderlinden, J. (éd.): *Du Congo au Zaïre : 1960-1980. Essai de bilan*, Bruxelles: CRISP, 1980, pp. 11-137

⁴⁰ Rébellion muléliste au Kwilu dès janvier 1964; Rébellion des *Simba* à l'Est (Sud-Kivu, Nord-Kivu et Province Orientale) dès avril 1964; Rébellion des mercenaires Jean Schramme et Bob Denard de juillet à novembre 1967; les deux Guerres du Shaba successivement en mars 1977 et en mai 1978.

⁴¹ Vanderlinden, J., La Politique : La Deuxième République in Vanderlinden (éd.), pp. 139-75

revendiqué par le [Congo] indépendant que toute velléité de régionalisation passait pour être suspecte.⁴²

Enfin, dans le cadre de cette nécessaire remise en question à laquelle devra se soumettre demain le Congolais, il y aurait à extirper également la tentation fréquente à la « déresponsabilisation », c'est-à-dire la tendance à vouloir tout miser sur l'intervention extérieure pour résoudre ses propres errements. Il est vrai que ceux qui ont l'habitude d'accourir au chevet du Congo ne le font guère par philanthropie, mais la fréquence⁴³ de ces interventions aurait pu susciter de la suspicion ailleurs, voire des sentiments xénophobes. Rien de tel chez les Congolais ! En même temps que le Congolais est porté à tout attendre de l'extérieur, il serait obnubilé par l'idée d'un complot permanent ourdi par tous ceux qui en veulent aux « richesses fabuleuses » de son « immense » pays. S'il y a une vertu que, forcément, le Congolais est en cours d'intérioriser grâce à la guerre actuelle, c'est la modestie ! Humilié, vaincu militairement par des petits pays sans grandes ressources, le Congolais devra renoncer à ses rêves de grandeur inconséquents, enterrer à jamais les démons de la division et de l'exclusion, et s'investir dans la seule guerre qui vaille aujourd'hui, celle pour le développement de son pays. Avec toutes les réserves qui conviennent, notamment à propos de la responsabilité indéniable des acteurs internationaux sur les crises qui affectent régulièrement les pays africains dont la République Démocratique du Congo, nous partageons l'observation critique de S. Marysse et C. André :

Il faut remettre en question la thèse – bien avancée dans la conscience collective congolaise et celle de bien d'autres nations africaines – selon laquelle le continent africain serait internationalement convoité pour ses richesses. Selon ce point de vue, toute crise politique aiguë menant à des conflits violents est perçue comme fait d'acteurs internationaux occultes manipulant les acteurs nationaux, cherchant à satisfaire des intérêts économiques et asseoir leur domination. Il s'agit d'une vision déterministe de la dépendance où les Africains subiraient les effets des changements dus à la mondialisation sans possibilité pour eux ni d'agir sur les cours de leur trajectoire historique, ni d'y réagir ou encore de l'influencer.⁴⁴

9 Conclusion

Ce n'est pas la première fois que la contestation de la légitimité du pouvoir de Kinshasa déclenche un conflit armé au Congo. Ce n'est pas la première fois non plus qu'un tel conflit dure aussi longtemps et soustrait au contrôle du gouvernement central une grande partie du territoire national. La spécificité du conflit en cours en RDC est qu'il met pour la première fois le pouvoir central face à des armées qu'il n'a pas invitées et ces armées ne se contentent pas seulement de parrainer des mouvements rebelles mais occupent et exploitent des parties du territoire national. Il convient cependant de préciser que ce qui a rendu possible cette occupation c'est l'implosion de l'Etat congolais, laquelle a coïncidé avec la forte militarisation des pays voisins. On notera qu'au temps fort du pouvoir de Mobutu, c'est le

⁴² Ndaywel, p. 777

⁴³ On ne finirait pas d'énumérer le nombre d'interventions extérieures en RDCongo : tutelle de l'ONU de 1960-1964 ; recrutement des mercenaires ; intervention américaine et belge pour mettre fin à la rébellion de Stanleyville ; intervention marocaine et française dans les deux guerres du Shaba ; etc.

⁴⁴ Marysse, S. et André, C., Guerre et pillage économique en RDCongo, in Marysse et Reyntjens, pp. 307-32

régime congolais qui cherchait à régenter et déstabiliser les Etats voisins par ses implications régulières dans toutes sortes de complots. L'Etat congolais, déjà gangrené par la gestion kleptomane de Mobutu et dont le coup de grâce a été porté par Kabila, a fini par se vider de tous ses attributs tout au long de la dernière décennie. Le vide d'Etat, tel un trou d'air, a aspiré tous les aventuriers en mal d'espace et d'expédients. Comme le souligne l'un des points forts de l'expertise des responsables de la Société Civile Congolaise :

La forte déliquescence de l'Etat congolais a [eu] pour conséquence que des conflits externes [aient] un impact sur la situation au Congo. En effet, l'absence d'une armée nationale forte, la perméabilité des frontières, le dysfonctionnement de l'Administration et la gestion chaotique des affaires publiques, par les gouvernements et régimes qui se sont succédés, ont accentué la faiblesse de l'Etat face aux pressions et ambitions internes et externes. Cette faiblesse profite aux maffias politico militaires internes et externes. Elle est aussi propice aux vellétés de prise de pouvoir par les armes. Ainsi une culture de rébellion s'est développée dans les pays de la sous-région, d'autant plus que ces rébellions et les régimes qu'elles mettent en place sont acceptées et bien accueillies par la Communauté internationale.⁴⁵

La persistance de l'état de belligérance au Congo permet et couvre, certes, plusieurs opérations délictueuses qui paraissent sans doute rentables aujourd'hui, compte tenu des multiples ressources dont regorge le Congo. La crise prolongée de ce pays risque, cependant, de contaminer irrémédiablement les autres Etats de la région. Redevenu le « trou » dont parlait Museveni du temps où il était allié de Kabila, la République Démocratique du Congo est aujourd'hui « le paradis de groupes armés illégaux »⁴⁶ sanctuaire de toutes les rebellions imaginables et le *self-service* des chefs de guerre. Toutefois, sa particularité géopolitique et sa démographie diversifiée qui en fait la patrie idéale de tous les exclus de la région, constituent une grave menace pour tous les Etats limitrophes.

⁴⁵ Société civile et Crise congolaise, Compte-rendu de la rencontre de la Société civile du Congo, tenue du 13 au 16 janvier 1999 à Anvers, Belgique (document inédit)

⁴⁶ L'expression est de l'ancien Secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, dans son discours aux Nations Unies le 24 janvier 2000.

10 Bibliographie

- André, C. et Luzolele, L., "Politique d l'Union européenne et effets pervers pour le conflit dans les Grands Lacs", in Marysse et Reyntjens, pp. 365-396
- Bigras, P., Le Désengagement militaire: un marché de dupes, *L'Observatoire de l'Afrique centrale*, vol. 4, n° 12, 29 mars 2001
- _____, Pillage des ressources minières en RDC, *L'Observatoire de l'Afrique centrale*, Vol. 4, n° 8, 24 février 2001
- Bonte, L. *et al.*, Les dessous de table de guerre, *Karibu* [Bruxelles], n° 99, septembre 2000, pp. 4 - 8
- Braeckman, C., Congo : le Kivu regarde à nouveau vers Kinshasa, *Le Soir* [Bruxelles], 25 janvier 2002
- _____, *L'Enjeu congolais, l'Afrique Centrale après Mobutu*, Paris : Fayard, 1999
- Djungu-Simba, C., *En attendant Kabila. Kinshasa: fin de règne*, Bruxelles: EPO, 1997Forces du Renouveau pour la République, Vers une coadministration internationale et locale (C.A.I.L.) Pour la période e transition ? Sauver l'essentiel de « Lusaka » dans un schéma congolais, *Arguments*, n° 11, http://www.freres.org/dernier_numero.htm [accédé avril 2002]
- Havenne, E., « La deuxième guerre d'Afrique centrale » in Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris : L'Harmattan, 2001
- Kiesel, V., Joseph Kabila, un an après : de réels progrès, mais peut mieux faire, *Le Soir* [Bruxelles], 17 janvier 2002
- Kin-Kiey, M., Le Major Kagame s'adresse aux Congolais, *Le Soft*, <http://www.lesoftonline.net> [accédé avril 2001]
- Lubala, M., La Contre-Résistance dans la Zone d'occupation rwandaise au Kivu (1996-2001), in Marysse et Reyntjens, pp. 251-72
- Marysse, S. et André, C., Guerre et pillage économique en RDCongo, in Marysse et Reyntjens, pp. 307-32
- Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris: L'Harmattan, 2001
- Mova, H. S., *Congo: Survie et Grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, Kinshasa : Éditions Safari, 2001
- Nations unies, Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo (S/2002/357), avril 2001 ; et l'Additif à ce rapport (S/2001/1072), novembre 2001
- Nguya-Ndila, C., Nécessité de solutions négociées à la crise congolaise, *Forum des Congolais*, 2002, <http://www.congovision.com/forum2/ngud.html> [accédé février 2002]
- Nyunda Y.R., *Les pratiques discursives du Congo-Belge au Congo-Kinshasa. Une interprétation socio-linguistique*, Paris : L'Harmattan, 2001
- Omasombo, J. L'Evolution politique récente dans les Provinces contrôlées par le Gouvernement central
- Prunier, G., Les Pays 'agresseurs' et le départ des troupes 'non invitées', (Intervention au Séminaire d'analyse et de réflexion organisé par le Réseau Européen Congo, 14 septembre 2000), Bruxelles: REC, septembre 2000
- Vanderlinden, J., La Politique : La Deuxième République in Vanderlinden (éd.), pp. 139-75
- Verhaegen, B., La Politique : La Première République (1960-1965) in Vanderlinden, J. (éd.): *Du Congo au Zaïre : 1960-1980. Essai de bilan*, Bruxelles: CRISP, 1980, pp. 11-137

Zimbabwe's Military Connections in the DRC, *Zim Today*, 2000,
<http://www.zimtoday.com/issues/corruption22.html> [accédé avril 2002]

Zoka, F., Kisangani : Les leçons d'un martyr, in Djungu-Simba, C. et Kalimbiriro, L (éds.),
L'Afrique des Grands Lacs et des Guerres Gigognes. Vers de nouvelles perspectives de paix ?
Kinshasa: Editions du Trottoir, 2002 (sous presse).